

AIR ALGÉRIE

Vers une autre grève

Le processus de négociations entamé depuis un mois entre la direction d'Air Algérie et le personnel navigant commercial (PNC), regroupant les stewards, les hôtesses de l'air et les chefs de cabine, se poursuit sans résultat probant.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Face à cette situation, le syndicat du PNC remonte au créneau et menace de recourir de nouveau à la démonstration de force «pour dénoncer le laisser-aller affiché par l'employeur». Aussitôt informé de cette nouvelle donne, l'employeur a pris langue avec les représentants des travailleurs et programmé une réunion pour mardi prochain.

Pour rappel, au lendemain de l'arrêt de travail observé par le syndicat du PNC, les deux parties (syndicat et employeur) se sont réunies pour débattre des revendications du PNC. Cette énième rencontre, qui s'est prolongée jusqu'à une heure tardive, a été marquée, comme les précédentes, par des divergences autour de la plate-forme de revendications.

Le collectif du PNC avait reconnu la complexité des négociations en estimant que «les pourparlers se poursuivent et vont se prolonger encore pour quelques jours, car le dossier est très compliqué, dans son volet salarial en particulier». «Certes, les discussions sont compliquées mais nous devons rester sereins. Dans les négociations, il y a des divergences de points de vue et cela nécessite encore du temps pour parvenir à un accord définitif», estime-t-on.

En sus de la question salariale, les négociations porteront également sur les conditions de travail, le statut et la direction à laquelle le PNC doit être rattaché.

Pour la direction d'Air Algérie, le plus important dans le processus de dialogue est la préservation de l'équilibre financier de la compagnie, en estimant la pro-



Les passagers, encore une fois, pénalisés.

position d'augmentation de 20% des salaires de l'ensemble des personnels «raisonnable». La direction a qualifié, toutefois,

d'«irrecevable» la revendication liée à la création d'une direction autonome pour le PNC (stewards, hôtesses de l'air). Selon une source proche de la direction générale d'Air Algérie, «le plus important dans les négociations est la préservation de l'équilibre financier de la compagnie».

La direction générale de la compagnie nationale avait annoncé que toutes les sanctions ayant touché le PNC pour cause de grève avaient été levées.

A. B.

ABDELMADJID ATTAR À PROPOS DE LA PROCHAINERÉUNION DE L'OPEP :

«Les membres de l'organisation ne peuvent plus revenir en arrière»

La prochaine réunion de l'Opep prévue le 30 de ce mois à Vienne devra donner plus d'impact à l'accord de base d'Alger dit d'historique. La tant attendue rencontre suscite un enthousiasme mitigé chez les analystes.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - «Les pays membres de l'Organisation ne peuvent pas revenir en arrière car la situation actuelle ne profite à personne», a déclaré l'ancien P-dg de Sonatrach, Abdelmadjid Attar. «Ces derniers se trouvent dos au mur et sont obligés de sortir avec un accord quel qu'il soit», a-t-il ajouté. En effet, le plus complexe reste à établir lors de cette prochaine réunion, à savoir la distribution des quotas pour chaque membre du cartel. Parallèlement à

cette tâche, l'intervenant rappelle qu'il sera également question de se fixer sur «une réduction de la production ou un gel ainsi que ses niveaux et échéances».

Revenant sur le contexte et les causes de la crise énergétique actuelle, A. Attar soutient que ce sont «les pays du Golfe et l'Arabie Saoudite principalement qui sont les premiers responsables de cet excédent d'offre et conséquemment de la chute des prix». Selon lui, ce sera à eux de prendre l'initiative de réduire en premier leurs

productions qui sont manifestement conséquentes». Il a rappelé à ce titre que l'Arabie Saoudite met sur le marché 11 mbj, au même titre que la Russie et les Etats-Unis. «D'où l'intérêt, invite-t-il, à convaincre la Russie d'adhérer à la prochaine réunion et de participer à l'effort de réduction car elle est aussi fortement touchée par la décadence des prix du baril.»

D'autres complications entravent la stabilisation du marché comme «les stocks américains arrivés à leur niveau maximum ou la position, encore floue, de l'Iran et de l'Irak dont les capacités de production sont considérables», a-t-il indiqué. Rajoutant à cela que «le principal facteur de l'accumula-

tion de près de 1,5 million de barils sur le marché pétrolier est la récession économique mondiale due à la baisse de la consommation». Selon l'ancien P-dg de Sonatrach «baisser cette quantité de 500 000 barils ne servira pas à grand-chose. C'est un objectif de réduction de 750 000 barils qu'il faudra négocier afin de voir probablement les prix évoluer entre 50 et 60 dollars comme le prévoient les évaluateurs». En rajoutant «qu'éponger le déficit actuel nécessite au minimum une année de temps». Autrement dit, revoir le prix de l'or noir avoisiner les 80 dollars relève aujourd'hui de l'utopie.

N. B.

SELON L'ANCIEN MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES TERRES ALLAIENT ÊTRE VENDUES À DES COLONS

Révélation fracassantes de Rachid Benaïssa

L'ancien ministre de l'Agriculture s'est livré à des révélations fracassantes hier : des terres agricoles algériennes allaient être vendues à des colons par «des personnes bien introduites» avant que leur projet n'échoue suite à l'annulation d'une décision politique susceptible d'ouvrir la voie à leur sombre dessein.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Cette révélation a donc été faite par Rachid Benaïssa, ancien responsable du ministère de l'Agriculture, dans un entretien accordé au *Quotidien d'Oran*. Interrogé sur les raisons de l'annulation du projet de vente des terres agricoles publiques dans les années 1990, il répond par cette déclaration troublante : «Heureusement que ce projet n'a pas été appliqué car dans le contexte politique économique et social de l'époque, on aurait assisté à une grande dilapidation et détournements sans effet sur la production agricole. Certaines personnes bien introduites avaient même préparé des ventes à des étrangers y compris à certains colons, je n'ai pas de preuves matérielles mais c'est ce qui se disait.»

Prononcés par un ancien ministre en charge de dossiers épineux dans ce secteur sensible, ces mots pèsent de tout leur poids même s'il s'attelle à préciser qu'il ne détient aucun document sur le sujet. L'accusation est grave et renvoie à l'existence de complicités à des niveaux élevés des structures de l'Etat. En avait-il fait référence aux institutions compétentes ? A-t-il adressé des écrits dénonçant les trahisons qui se préparaient ou informé qui de droit de «ce qui se disait» ? Cela, Rachid Benaïssa ne le dit pas. Mais le contexte général qui prévalait à cette époque, la confusion politique induite par l'émergence du Front islamique du salut (FIS) responsable de tous les déboires de l'Algérie revêtaient des caractères d'urgence qui occultaient toutes les autres questions. Voilà

ce que laisse deviner cet ancien ministre qui semble avoir attendu le moment opportun pour vider son sac. Pour révéler aussi que le secteur de l'agriculture est actuellement encore soumis à des lobbies qui freinent son évolution et son développement. Il impute les échecs enregistrés dans ce domaine par le travail de sape mené par «certains individus qui, sous des forces diverses, maintiennent les quiproquos et combattent toute volonté ou tentative de libéralisation des initiatives individuelles ou collectives dans la transparence et le respect des règles élémentaires du progrès. Ils ont l'air de faire référence à des concepts et des principes qu'ils transgressent sans retenue pour souvent maintenir ou sauvegarder un pouvoir illusoire». Il explique : «Ces derniers agissent dans des sphères professionnelles mais ils sont souvent tolérés, parfois soutenus, contre toute logique, par des politiques.»

Ces propos ne souffrent aucune ambiguïté. Ils confirment, si besoin est, l'existence de forces destructrices implantées dans de

hautes sphères et dont l'objectif est de saper le travail de l'Etat qui a pourtant tranché des questions épineuses. Dans ce contexte, il a su résister aux pressions des anciens colons qui se déchaînent depuis quelques années pour se réapproprier des biens qu'ils ont laissés derrière eux au lendemain de l'indépendance. Près d'un millier de plaintes ont été déposées depuis le début des années 2000 par d'anciens propriétaires qui s'estiment spoliés de leurs biens, induisant l'ouverture d'un débat au plus haut niveau des Etats français et algérien. Ce dossier avait ainsi été évoqué en 2012 déjà entre Abdelaziz Bouteflika et François Hollande lors de la visite que menait ce dernier en Algérie.

A cette époque, le directeur des Domaines, Mohamed Himour, avait révélé qu'un recensement avait permis d'inventorier «24 300 biens supposés être la propriété d'étrangers ayant quitté le pays». Un peu plus tard, son successeur à la tête des Domaines avait rectifié le chiffre en le fixant à 250 000 biens.

La position officielle de

l'Algérie sur la question était sans équivoque : seules les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui n'ont pas quitté l'Algérie à l'indépendance ou dans les années soixante peuvent réclamer une restitution ou une indemnisation de leurs «biens». Il avait été en outre annoncé qu'en vertu des lois de 1970, 1978 et 1986, les pieds-noirs qui possédaient des biens en Algérie ont été indemnisés d'une façon forfaitaire et à titre d'«avance» sur les créances détenues à l'encontre des Etats étrangers ou des bénéficiaires de la dépossession.

Les «biens vacants» appartenant à des étrangers qui ont quitté l'Algérie après l'indépendance appartiennent, quant à eux, au domaine de l'Etat. Le ministre des Moudjahidines s'était, quant à lui, distingué par une déclaration en renvoyant la balle à l'Etat français. «Il revient à l'Algérie de revendiquer la restitution de ses biens spoliés.» Les révélations de Rachid Benaïssa entraîneront-elles des réactions à la hauteur du scandale révélé ?

A. C.